# PROFIL
## ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

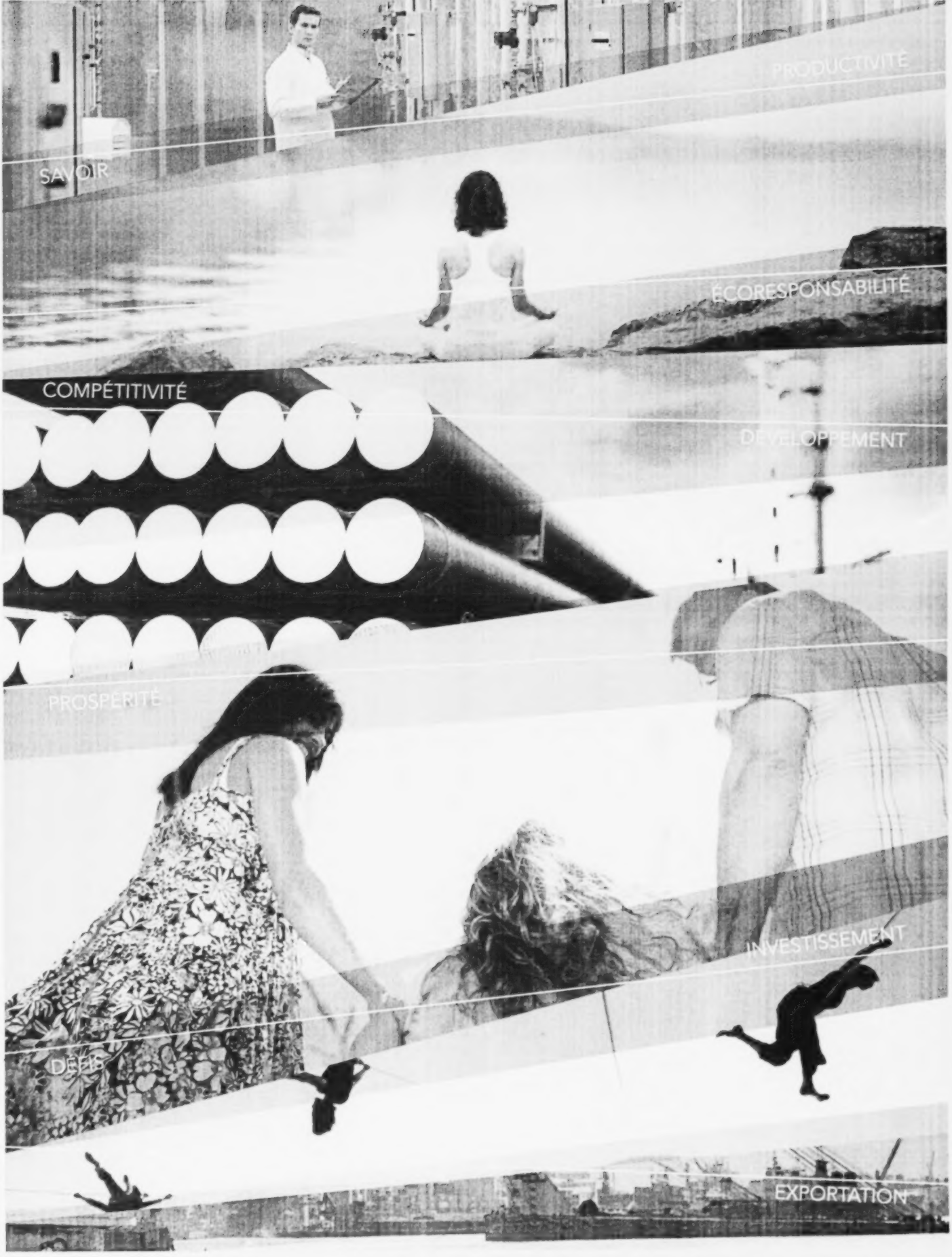
09

Québec

Le PROFIL
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
DU QUÉBEC - Édition 2009
est produit par le
ministère des Finances
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3

Pour information, s'adresser au
Secrétariat et coordination
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sre@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca
Abonnement disponible


PRODUCTIVITÉ
SAVOIR
ÉCORESPONSABILITÉ
COMPÉTITIVITÉ
DÉVELOPPEMENT
PROSPÉRITÉ
INVESTISSEMENT
DÉFIS
EXPORTATION

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2009
ISBN 978-2-550-56019-7 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-56020-3 (PDF)

# LE QUÉBEC EN 2009

**1.** Le produit intérieur brut du Québec est de plus de 300 milliards de dollars, ce qui représente près de 20 % de l'économie du Canada.

**2.** Premier en superficie au Canada, le Québec se classe au deuxième rang sur la base de sa population de 7,8 millions d'habitants.

**3.** Porte d'entrée naturelle du continent nord-américain, le Québec offre un accès privilégié à un marché de plus de 440 millions de consommateurs en participant à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

**4.** Investir au Québec, c'est profiter d'une main-d'œuvre fortement scolarisée, d'un traitement fiscal compétitif pour l'investissement et de faibles coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises.

**5.** Le gouvernement du Québec a choisi de soutenir l'économie même au prix de déficits et mettra en œuvre un plan de retour à l'équilibre budgétaire pour ramener le déficit à zéro en 2013-2014.

# ÉCONOMIE

## PROFIL
### ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

09

LE QUÉBEC, UN LIEU DE CROISSANCE ET D'INVESTISSEMENT

Québec

# ÉCONOMIE

## UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PAR EXCELLENCE

Perspectives économiques .2

Une économie forte de son capital humain .3

Une économie axée sur les hautes technologies .4

Une économie innovatrice .6

Une économie compétitive .7

Une économie ouverte sur le monde .8

Une économie diversifiée qui rayonne à l'étranger .9

Développement durable .10

Hydro-Québec .11

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

## LE QUÉBEC ENTRAÎNÉ EN RÉCESSION PAR LES ÉTATS-UNIS

En 2008, le Québec a affiché une croissance économique de 1 % comparativement à une croissance de 0,4 % pour l'ensemble du Canada.

En 2009, comme la plupart des économies avancées, le Québec est affecté par la crise financière et la récession mondiale. Son économie est entraînée en récession par la faiblesse de la demande américaine, laquelle entraînera un recul important de ses exportations.

La croissance de la demande intérieure reste positive, mais elle est aussi atteinte par la récession mondiale.

- Les dépenses des ménages ralentissent en raison de la faible confiance des consommateurs.
- On observe un recul des investissements des entreprises en raison de la faiblesse de la demande.
- Le marché du travail se détériore avec les pertes d'emplois qui s'accumulent depuis novembre 2008.

La récession sera moins sévère au Québec qu'au Canada et qu'aux États-Unis, grâce au meilleur bilan financier des ménages, à un marché immobilier plus équilibré et aux actions du gouvernement pour soutenir l'économie, notamment le programme d'infrastructures, qui ajouteront 1,5 % à la production en 2009 et en 2010 et qui soutiendront 60 000 emplois.

En 2010, en raison de la reprise économique attendue aux États-Unis, le Québec retrouvera également le sentier de la croissance.

Le budget 2009-2010 du Québec prévoit un recul du PIB réel de 1,2 % en 2009 accompagné d'une perte de 62 900 emplois. Favorisée par l'action des gouvernements et par la reprise américaine, la croissance économique devrait atteindre 1,9 % en 2010.

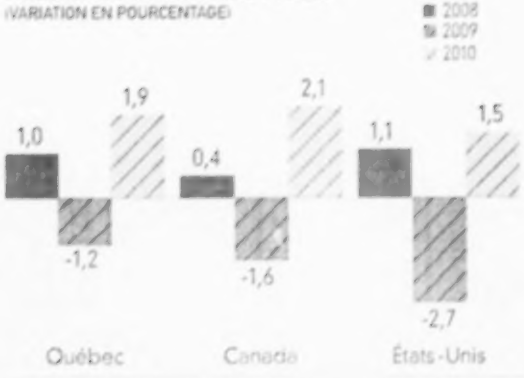
Dans ce contexte, le taux de chômage passera de 7,2 % en 2008 à 9,1 % en 2010, un taux de loin inférieur à ceux qui ont été observés lors des périodes de fort ralentissement en 1983 (14,2 %) et en 1993 (13,2 %).

### INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(VARIATION EN POURCENTAGE, EN TERMES RÉELS)

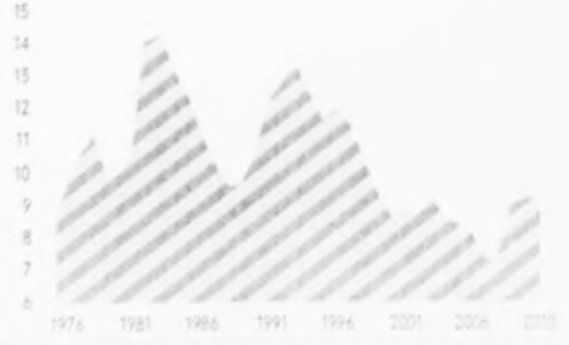
| QUÉBEC | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---|---|---|
| Produit intérieur brut réel | 1,0 | - 1,2 | 1,9 |
| Produit intérieur brut nominal | - 1,6 | - 0,1 | 3,9 |
| Consommation | 3,1 | 1,2 | 2,2 |
| Mises en chantier (en milliers) | 47,9 | 38,8 | 37,5 |
| Investissement des entreprises | 4,7 | - 8,4 | 6,4 |
| Exportations totales | - 2,5 | - 7,0 | 2,2 |
| Taux de chômage | 7,2 | 8,9 | 9,1 |
| Création d'emplois (en milliers) | 30,0 | - 62,9 | 29,5 |
| Indice des prix à la consommation | 2,1 | 0,4 | 2,0 |
| **CANADA** | | | |
| Taux d'intérêt | | | |
| Bons du Trésor (3 mois) | 2,4 | 0,6 | 1,2 |
| Obligations (10 ans) | 3,6 | 2,9 | 3,7 |
| Dollar canadien (en cents US) | 93,3 | 82,4 | 91,6 |

SOURCE : BUDGET DU QUÉBEC, 2009-2010

### PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL
(VARIATION EN POURCENTAGE)




### TAUX DE CHÔMAGE
(VARIATION EN POURCENTAGE)



# UNE ÉCONOMIE FORTE DE SON CAPITAL HUMAIN

## UNE MAIN-D'ŒUVRE INSTRUITE

Le Québec peut compter sur une main-d'œuvre instruite :

- 75 % des travailleurs québécois détient un diplôme d'études secondaires ou plus ;
- 18 % de la population en âge de travailler détient un diplôme de niveau universitaire.

## UNE ÉCONOMIE QUI ENCOURAGE LA VENUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

En janvier 2009, les premiers ministres des provinces et des territoires canadiens se sont engagés à adopter une importante mesure pour améliorer la mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur du Canada.

- Dorénavant, les travailleurs reconnus comme aptes à occuper un emploi par une autorité de réglementation dans une province ou un territoire seront reconnus comme tels par l'ensemble des provinces.

En octobre 2008, la France et le Québec ont adopté une procédure commune de reconnaissance des qualifications professionnelles.

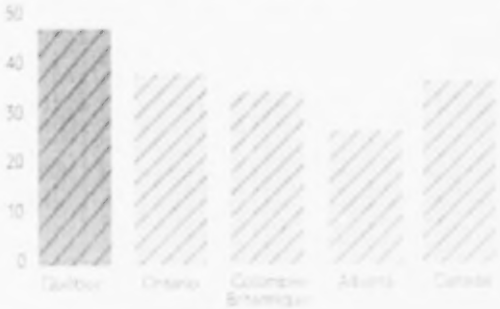
- Cette entente facilitera et accélérera l'acquisition d'un permis réglementé pour l'exercice d'un métier ou d'une profession sur les deux territoires.

## PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE MAÎTRISE AU MOINS DEUX LANGUES

- 36 % de la population au Québec maîtrise deux langues, alors que 11 % est trilingue.
- La population québécoise est la plus polyglotte parmi les provinces canadiennes.
- Le Québec accueille plus de 40 000 immigrants par année en provenance de tous les pays, ce qui contribue à l'enrichissement de la culture québécoise.

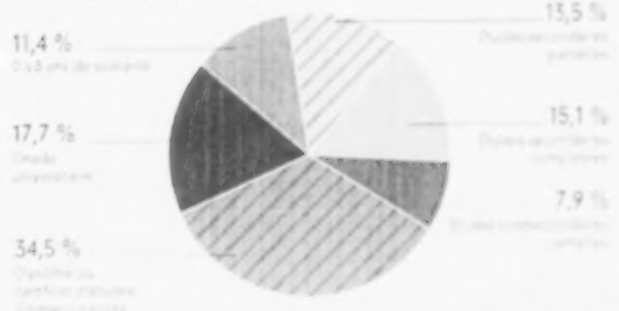
### CONNAISSANCE DE DEUX LANGUES OU PLUS – RECENSEMENT DE 2006

(EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE)




### RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ – 2008

(EN POURCENTAGE DE LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS)



# UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

## L'AÉROSPATIALE

Le matériel de transport représente près du cinquième du volume des exportations internationales de marchandises du Québec.

La pierre angulaire de cette industrie est l'aéronautique, qui embauche près de 24 000 travailleurs au Québec. Ce secteur a réalisé des ventes de l'ordre de 12,7 milliards de dollars en 2008.

- Plus de la moitié de la main-d'œuvre canadienne en aéronautique travaille au Québec.
- Près de 70 % des livraisons canadiennes de produits aéronautiques sont réalisées au Québec.

L'industrie québécoise de l'aéronautique regroupe près de 110 entreprises spécialisées dans la fabrication d'avions, d'hélicoptères, de moteurs, de pièces et de simulateurs de vol.

- Bombardier Aéronautique, chef de file du marché des avions régionaux et d'affaires, a lancé en 2008 un programme de fabrication pour les nouveaux avions CSeries.
- Nouvelle référence de l'industrie, la gamme CSeries bénéficiera des plus récentes percées technologiques, dont :
  - l'utilisation accrue de matériaux composites et d'alliages d'aluminium au lithium dans les structures;
  - le réacteur de dernière génération, le PW1000G Geared Turbofan™, de Pratt & Whitney, fabriqué dans la région de Montréal.
- Les avions CSeries seront les appareils les plus écologiques de leur catégorie, grâce à leur faible consommation de deux litres d'essence par passager par 100 km.

## LES SCIENCES DE LA VIE

Les sciences de la vie rassemblent l'industrie pharmaceutique et l'industrie des biotechnologies.

L'industrie pharmaceutique emploie plus de 8 000 personnes au Québec. Près du tiers de la production de produits pharmaceutiques et de médicaments au Canada est effectuée au Québec.

La majorité des plus grandes multinationales pharmaceutiques possèdent des centres de recherche et de fabrication au Québec.

- Depuis 2000, Sanofi-Aventis a procédé à quatre agrandissements de son usine pharmaceutique et de son siège social de Laval.
- Boehringer Ingelheim a complété en 2008 la construction d'un centre de recherche à la fine pointe de la technologie dans la région de Laval.

Le Québec occupe la 4e position en Amérique du Nord dans le secteur de la biotechnologie. Plus de la moitié des firmes de biotechnologie du Québec se spécialisent en santé humaine.

De plus, plusieurs firmes québécoises de biotechnologie développent des procédés visant l'amélioration de la nutrition humaine, l'amélioration des techniques agricoles et agroalimentaires, ainsi que la valorisation des résidus industriels.

- L'entreprise Bio-Terre Systèmes commercialise une technologie de valorisation énergétique des résidus agricoles et agroalimentaires.
- Biopharmacopae a mis au point la technologie eXcelerate™, facilitant la découverte de nouveaux ingrédients bioactifs extraits de plantes.
- Le vaccin ColiPROtec, développé par la firme Prestec Microbia, empêche le développement du syndrome de dépérissement post-sevrage chez les animaux d'élevage, tels que le porc.

## LES TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES

La conjoncture économique actuelle est favorable au développement d'une industrie de l'environnement de calibre mondial, puisqu'au cours de la dernière année, plusieurs pays ont présenté des plans de relance économique, qui prévoient des investissements importants en infrastructures et en technologies vertes.

L'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes comprend près de 1 600 entreprises, totalisant plus de 34 000 emplois, soit 20 % des emplois répertoriés dans ce secteur au Canada.

Plusieurs firmes québécoises ont développé des technologies vertes uniques, grâce auxquelles elles détiennent une position enviable sur le marché international de l'environnement.

- Biomatera a élaboré une nanotechnologie permettant de produire une gamme de polymères entièrement biodégradables à partir de matières premières renouvelables.
- Grâce à sa technologie unique de traitement de l'eau potable DaguaFlo, qui opère sans produits chimiques, l'entreprise DAGUA a reçu en 2008 le prix du mérite technologique du magazine américain Environmental Business Journal.
- Elcotech inc. a conçu la gamme d'équipements CINETIK[MC], qui utilise une technologie novatrice d'électro-déshydratation linéaire pour un traitement plus efficace des boues industrielles et municipales.
- La firme Odotech inc. conçoit et fabrique des systèmes de mesure et de suivi des odeurs, tels que le réseau de nez électroniques OdoWatch[®], pour assurer un suivi en temps réel des odeurs.

## LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

Les entreprises de technologies de l'information et des communications développent de nouveaux produits et contribuent largement à l'accroissement de la productivité des entreprises en général.

En plus de jouer un rôle important dans le domaine des services informatiques, notamment avec CGI, la plus grande entreprise canadienne de services en technologie de l'information, le Québec compte de nombreuses entreprises dynamiques dans le domaine de l'optique-photonique et du multimédia.

## LA PHOTONIQUE

La filière technologique québécoise de la photonique regroupe des entreprises innovatrices qui ont réussi à se démarquer de leurs concurrents internationaux par le développement d'une technologie spécialisée.

- TeraXion a été choisie par la Défense américaine pour lui fournir des modules de compensation de dispersion reconfigurable, éléments clés pour les systèmes de transmission de données à haute vitesse sur fibres optiques.
- EXFO est l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de solutions de test et de surveillance pour les opérateurs de réseaux et les fabricants d'équipements de télécommunication.
  - En 2009, EXFO a lancé la gamme d'oscilloscopes à échantillonnage optique les plus rapides sur le marché.
- ART Recherche et Technologies Avancées inc. a conçu l'appareil d'imagerie optique moléculaire in vivo Optix[MC], utilisé dans la recherche préclinique de nouveaux médicaments.

## LE MULTIMÉDIA

**Un des créneaux d'excellence de l'industrie du multimédia est sans contredit l'édition de logiciels de divertissement. On y compte plus de 55 entreprises employant plus de 6 500 travailleurs.**

**La région de Montréal abrite de grandes entreprises du jeu vidéo reconnues de par le monde : A2M, Ubisoft, Electronic Arts, Eidos Interactive et Gameloft.**

**La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et créatrice a permis à Montréal d'être maintenant considérée comme un pôle international de grande envergure.**

# UNE ÉCONOMIE INNOVATRICE

## UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2006, le Québec a consacré 2,7 % de son PIB à la R-D.

- Ce niveau est plus élevé que le taux moyen observé dans les pays de l'OCDE, du G-7 et de l'Union européenne.

Le Québec s'est donné comme objectif de porter à 3 % la part du PIB consacrée aux dépenses de R-D d'ici 2010.

## CAPITAL DE RISQUE : UNE STRATÉGIE QUI PORTE DES FRUITS

Le Québec a adopté une stratégie agressive afin de se doter d'une industrie de capital de risque plus diversifiée et davantage appuyée sur un financement privé.

La stratégie a permis de diversifier les sources de financement disponibles pour les entreprises technologiques québécoises, et les résultats sont probants.

- De 2002 à 2008, la part des investissements privés ou étrangers dans le financement de capital de risque au Québec est passée de 49 % à 60 %.

Afin de consolider le virage entrepris à l'égard du capital de risque, la présentation du budget 2009-2010 a été l'occasion d'annoncer :

- un fonds de 825 millions de dollars pour le financement de fonds de capital de risque;
- 125 millions de dollars pour la création de trois fonds d'amorçage.

## DÉPENSES EN R-D : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec connaît une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1983, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 4,1 % en moyenne par année, comparativement à 2,3 % en Ontario et à 1,7 % dans l'ensemble du Canada.
- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

## UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les dépenses en R-D des entreprises bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour la PME et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G-7 pour la grande entreprise.

Dans le budget 2009-2010, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un incitatif destiné à augmenter le nombre d'entreprises dérivées de la recherche effectuée dans le milieu universitaire. Ainsi, un nouveau congé fiscal à l'impôt sur le revenu des sociétés pour les entreprises qui commercialisent une propriété intellectuelle émanant d'une institution publique québécoise a été mis en place afin d'encourager davantage l'innovation.

### DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D, 2006
(EN POURCENTAGE DU PIB)

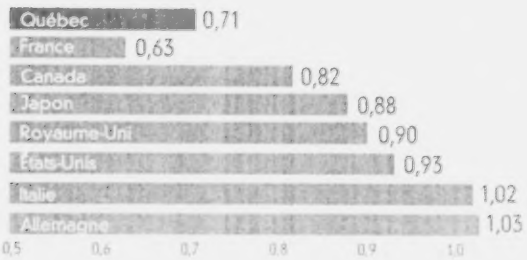
| | |
|---|---|
| Québec | 2,7 |
| Canada | 2,0 |
| Ontario | 2,5 |
| G-7 | 2,5 |
| OCDE | 2,5 |
| Union européenne | 1,8 |

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

### DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D
(EN POURCENTAGE DU PIB)

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

### COÛT NET APRÈS IMPÔT D'UNE DÉPENSE EN R-D[1] [2]
(EN DOLLARS)




SOURCES : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE, PERSPECTIVES DE L'OCDE, EDITION 2007 ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

# UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE

## FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

Le Québec affiche de faibles coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises comparativement aux principaux pays industrialisés.

Selon les plus récentes données, ces coûts sont inférieurs de 4,4 % à la moyenne canadienne, de 13,3 % aux coûts observés aux États-Unis et de 15,4 % à ceux prévalant en moyenne dans les pays du G-7.

Le Québec se démarque particulièrement par des coûts concurrentiels en matière de main-d'œuvre et de transport ainsi que par une fiscalité compétitive.

## UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et des pays de l'OCDE. De plus, il est l'un des plus bas au Canada, principalement en raison :

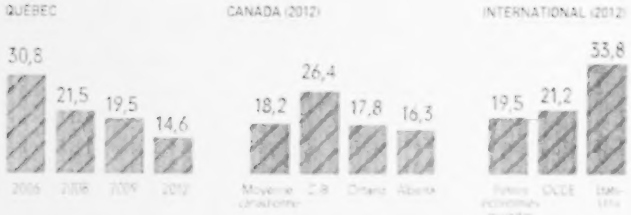
- d'un taux d'imposition des profits des entreprises parmi les plus bas en Amérique du Nord;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipements;
- de l'élimination de la taxe sur le capital, depuis 2008, pour les entreprises manufacturières et, d'ici le 1er janvier 2011, pour toutes les entreprises;
- d'un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation.

### INDICE DES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1]

(ÉTATS-UNIS = 100)

### TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)[1]

(EN POURCENTAGE)



# UNE ÉCONOMIE OUVERTE SUR LE MONDE

## UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

Le Québec jouit d'une situation géographique unique.

Grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le Québec s'intègre à un marché de plus de 440 millions de consommateurs.

- Depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les exportations internationales du Québec ont progressé, passant de 20 % du PIB en 1988 à 34 % en 2008.

De plus, il est l'une des principales portes d'entrée vers les Amériques.

Le Québec possède plus de 3 000 km de territoire côtier. Le fleuve, l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, qui forment la voie maritime du Saint-Laurent, constituent un accès privilégié pour l'exportation et l'importation de produits pour le continent nord-américain.

## UNE ÉCONOMIE OUVERTE SUR LE MONDE

Les exportateurs ont développé de nombreux liens d'affaires partout dans le monde.

- Près des trois quarts des exportations internationales sont destinées aux États-Unis.
- Les pays européens recueillent 14,4 % des exportations du Québec, en croissance de 8,2 % en moyenne par année de 2003 à 2008.

L'Asie représente la troisième plus importante destination, avec 5,1 % des exportations.

## UN NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE POUR LE QUÉBEC

PARTENARIAT AVEC L'UNION EUROPÉENNE
En 2008, le Québec et les autres provinces se sont mobilisés pour offrir leur collaboration au gouvernement fédéral afin de conclure une entente de partenariat économique avec l'Union européenne.

ACCORD DE COMMERCE AVEC L'ONTARIO
Le Québec est en voie de conclure un accord de commerce élargi avec l'Ontario sur les échanges commerciaux et la mobilité de la main-d'œuvre.

LE PLAN NORD
Le gouvernement du Québec a annoncé en 2008 un ambitieux projet de développement du Nord québécois.

## LE QUÉBEC EST UN LEADER MONDIAL SUR PLUSIEURS MARCHÉS

Le Québec est reconnu sur la scène internationale par le dynamisme de son industrie aéronautique.

- De 1998 à 2008, les exportations d'avions et pièces ont crû de 7,0 % en moyenne par année.

En 2008, les avions et pièces ont représenté 12,7 % des exportations internationales de biens du Québec.

Le Québec est le quatrième producteur d'aluminium de première fusion au monde.

- La capacité de production du Québec atteint près de 3 millions de tonnes par an.

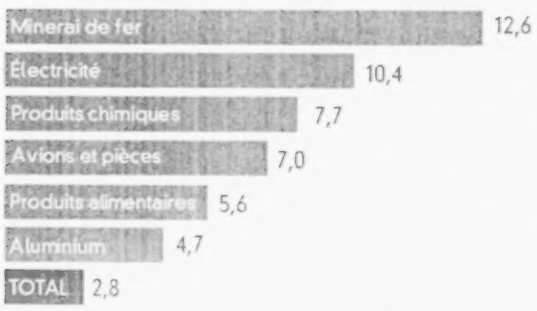
En 2012, le Québec abritera l'unique aluminerie au monde qui utilise la technologie d'électrolyse AP50.

## LES PORTS DU QUÉBEC

Le Québec abrite cinq ports internationaux, dont :

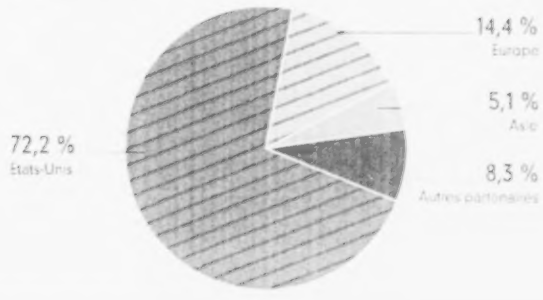
- le port à conteneurs de Montréal, qui est la voie par excellence vers le marché de Chicago et du Midwest;
- le port de Québec, reconnu pour ses activités de croisières internationales, qui a reçu en 2008 le prix Best Destination Experience par le magazine Dream World Cruise Destinations;
- le port de Sept-Îles, qui est le plus important port minéralier au Canada.

**CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE BIENS 1998-2008**
(EN POURCENTAGE)




SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**RÉPARTITION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE BIENS PAR RÉGION - 2008**
(EN POURCENTAGE)




SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

# UNE ÉCONOMIE DIVERSIFIÉE QUI RAYONNE À L'ÉTRANGER

## LA DIVERSITÉ DU QUÉBEC

Les multiples facettes de son territoire font du Québec l'économie la plus diversifiée au Canada. Son indice de diversité industrielle s'élève à 99,8, alors que, mise à part l'Ontario, toutes les provinces canadiennes ont un indice inférieur à 90,0.

Le Québec est compose de 17 régions administratives. Chacune d'elles possède un potentiel unique. Plusieurs caractéristiques régionales permettent au Québec de se positionner en tant que leader en Amérique du Nord et dans le monde.

- L'Abitibi-Témiscamingue est reconnue partout dans le monde pour l'abondance de ses gisements de métaux précieux, de cuivre et de zinc.
- Le Bas-Saint-Laurent dispose d'une expertise maritime réputée et se démarque dans le secteur des biotechnologies marines.
- Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est un acteur de premier plan en ce qui concerne la production de l'aluminium.
- Montréal jouit d'une renommée mondiale dans les domaines des sciences de la vie et des jeux vidéo.

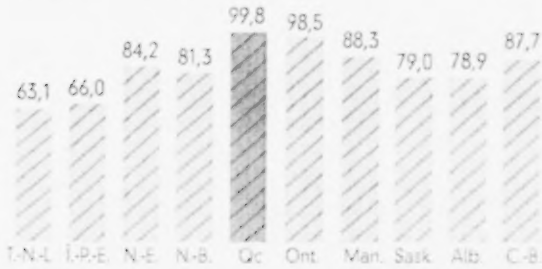
## UN SECTEUR FINANCIER À L'AVANT-GARDE

Le Québec et le Canada disposent d'un secteur financier solide, efficace et transparent, conséquence d'une harmonisation efficace et d'une politique de constante amélioration du cadre réglementaire et de surveillance des marchés.

Le secteur financier joue un rôle moteur dans la création de richesse. Il représente, à lui seul, plus de 6 % de l'ensemble de l'activité économique du Québec.

- Plusieurs institutions financières québécoises rayonnent à l'extérieur, dont la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada. De plus, 110 centres financiers internationaux spécialisés dans le domaine des transactions financières internationales œuvrent sur le territoire de la ville de Montréal, assurant le recrutement et la rétention de main-d'œuvre hautement qualifiée.
- En qualité de seule Bourse canadienne de produits financiers dérivés, la Bourse de Montréal exerce son leadership dans trois domaines de la finance : les instruments financiers dérivés, les solutions en technologie de l'information et les services de compensation.
- Le 1er mai 2008, le regroupement de la Bourse de Montréal et du Groupe TSX a été complété afin de créer le Groupe TMX, groupe boursier intégré de premier plan.
- La Bourse de Montréal détient maintenant une participation majoritaire de 53,8 % dans Boston Options Exchange (BOX), l'une des sept Bourses d'options des États-Unis. Le volume combiné de la Bourse de Montréal et de BOX ne cesse de croître.
- La Bourse de Londres a annoncé, le 10 mars 2009, que sa filiale de produits dérivés, EDX London, avait choisi la plateforme de négociation SOLA®, propriété intellectuelle de la Bourse de Montréal. La plateforme SOLA® a été conçue à Montréal et est utilisée par la Bourse de Montréal et par BOX.

INDICE DE DIVERSITÉ INDUSTRIELLE SELON LES PROVINCES - 2008[1]




VOLUME TOTAL NÉGOCIÉ BOURSE DE MONTRÉAL ET BOX
(EN MILLIONS DE CONTRATS)

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

## LES RESSOURCES FORESTIÈRES

Pays de lacs et de rivières, le Québec est aussi un pays de forêts. En effet, les forêts québécoises représentent 20 % des forêts canadiennes et 2 % des forêts mondiales.

L'exploitation de la forêt québecoise se fait de manière responsable.

- L'aménagement des forêts québécoises vise à assurer la pérennité et le développement durable de nos forêts.
- L'industrie forestière mise sur l'innovation et la créativité par le développement et la commercialisation des produits à forte valeur ajoutée.

## LES RESSOURCES MINIÈRES

Le Québec se classe aujourd'hui parmi les principaux producteurs mondiaux de fer, de zinc, de nickel, d'argent et d'or.

Selon l'enquête internationale sur les sociétés minières de 2008-2009 de l'Institut Fraser, le Québec offre le meilleur environnement pour l'investissement minier au monde.

- Au premier rang du classement, le Québec offre les meilleures politiques minières.
- Pour son potentiel minéral, le Québec a obtenu le meilleur classement au Canada et le deuxième au monde.
- La fiscalité minière au Québec est parmi les plus avantageuses au Canada.

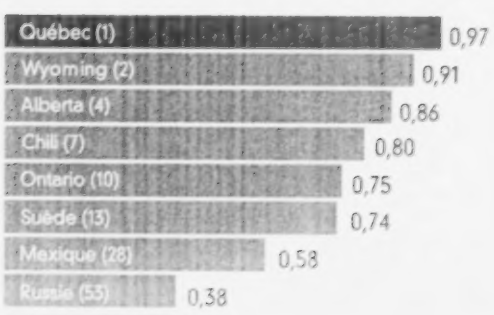
## UNE STRATÉGIE GAGNANTE

La stratégie énergétique du Québec 2006-2015 est résolument axée sur le développement de l'énergie propre, soit l'énergie hydroélectrique et l'énergie éolienne.

Ces orientations signifient pour Hydro-Québec :

- l'intégration graduelle au réseau d'Hydro-Québec d'approvisionnements éoliens totalisant quelque 4 000 mégawatts;
- la constitution d'un portefeuille de projets hydroélectriques comprenant le projet de la rivière Romaine dont la puissance installée sera de 1 550 mégawatts et qui produira annuellement 8 térawattheures d'énergie;
- la poursuite de la réalisation de projets hydroélectriques afin d'accroître la capacité de production. Il s'agit notamment des centrales de l'Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert et de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard et des Rapides-des-Coeurs. Ces deux projets permettront l'ajout de 1 056 mégawatts au parc de production d'Hydro-Québec, lequel s'établit actuellement à 36 429 mégawatts, et procureront 9,6 térawattheures par année;
- l'application d'un plan global d'efficacité énergétique permettant des économies annuelles d'énergie de près de 6 térawattheures pour 2010 et de 11 térawattheures à l'horizon 2015.

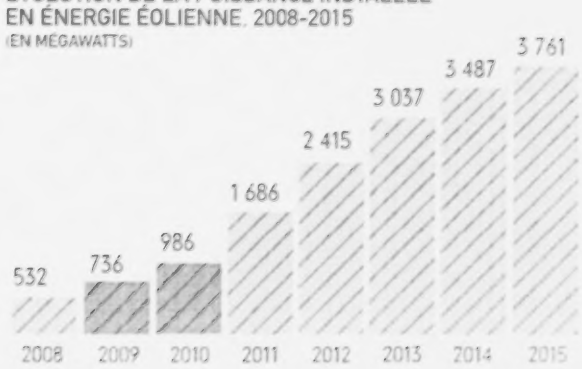
### CLASSEMENT DES ENDROITS OFFRANT LES MEILLEURES POLITIQUES MINIÈRES, 2008-2009




SOURCE : INSTITUT FRASER

### ÉVOLUTION DE LA PUISSANCE INSTALLÉE EN ÉNERGIE ÉOLIENNE, 2008-2015

(EN MÉGAWATTS)




SOURCE : MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC

# HYDRO-QUÉBEC

## UNE FORCE QUÉBÉCOISE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Créée en 1944, Hydro-Québec est une société d'État dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire.

Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Elle soutient le développement de la filière éolienne par ses achats auprès de producteurs privés. Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, elle met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.

En 2008, 98 % de la production d'énergie était d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre.

En 2008, Hydro-Québec a poursuivi les travaux de l'important projet de l'Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert à la Baie-James, complété la mise en service de la centrale Péribonka au Saguenay–Lac-Saint-Jean et mis en service quatre groupes turbines-alternateurs de l'aménagement Chute-Allard et Rapides-des-Cœurs en Mauricie.

Hydro-Québec exploite le plus vaste réseau de transport d'électricité en Amérique du Nord pour le bénéfice de clients situés au Québec et hors Québec. Elle réalise des échanges d'électricité avec les réseaux des provinces limitrophes et du nord-est des États-Unis.

En 2008, Hydro-Québec a consacré des moyens considérables au développement du réseau de transport, notamment pour intégrer de nouveaux équipements et accroître la capacité de transit avec les réseaux voisins.

### HYDRO-QUÉBEC - FAITS SAILLANTS, 2008
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

| | |
|---|---|
| Produits | 12 717 |
| Bénéfice provenant des activités poursuivies | 3 012 |
| Bénéfice net | 3 141 |
| Actif total | 66 774 |
| Effectif (en personnes) | 23 345 |
| Puissance installée (en mégawatts) | 36 429 |

SOURCE : RAPPORT ANNUEL 2008 D'HYDRO-QUÉBEC.

## LA ROMAINE

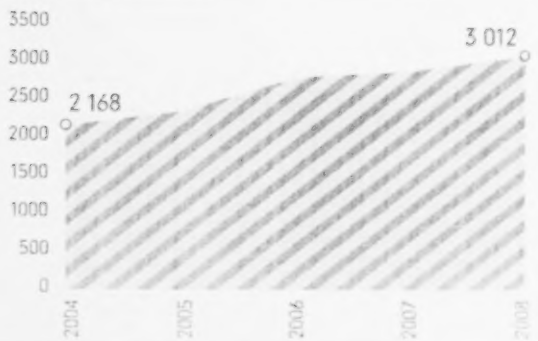
Le complexe hydroélectrique de la Romaine, d'une puissance de 1 550 mégawatts, sera situé sur la rivière Romaine, sur la Côte-Nord du Québec.

Évalué à 6,5 milliards de dollars, il comprendra quatre centrales alimentées par des réservoirs, ainsi qu'une route permanente de 150 km. Il s'agit du plus important chantier au Canada.

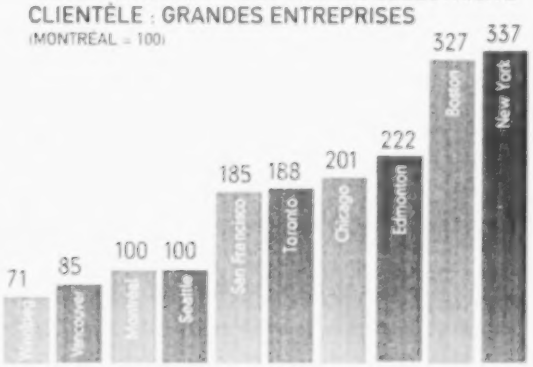
La production annuelle moyenne prévue du complexe est de 8 térawattheures, soit l'équivalent de la consommation de plus de 450 000 ménages québécois.

Les chantiers mobiliseront en moyenne près de 1 000 travailleurs par année. À la pointe des travaux, entre 2012 et 2016, 2 000 travailleurs seront mobilisés.

### BÉNÉFICE PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

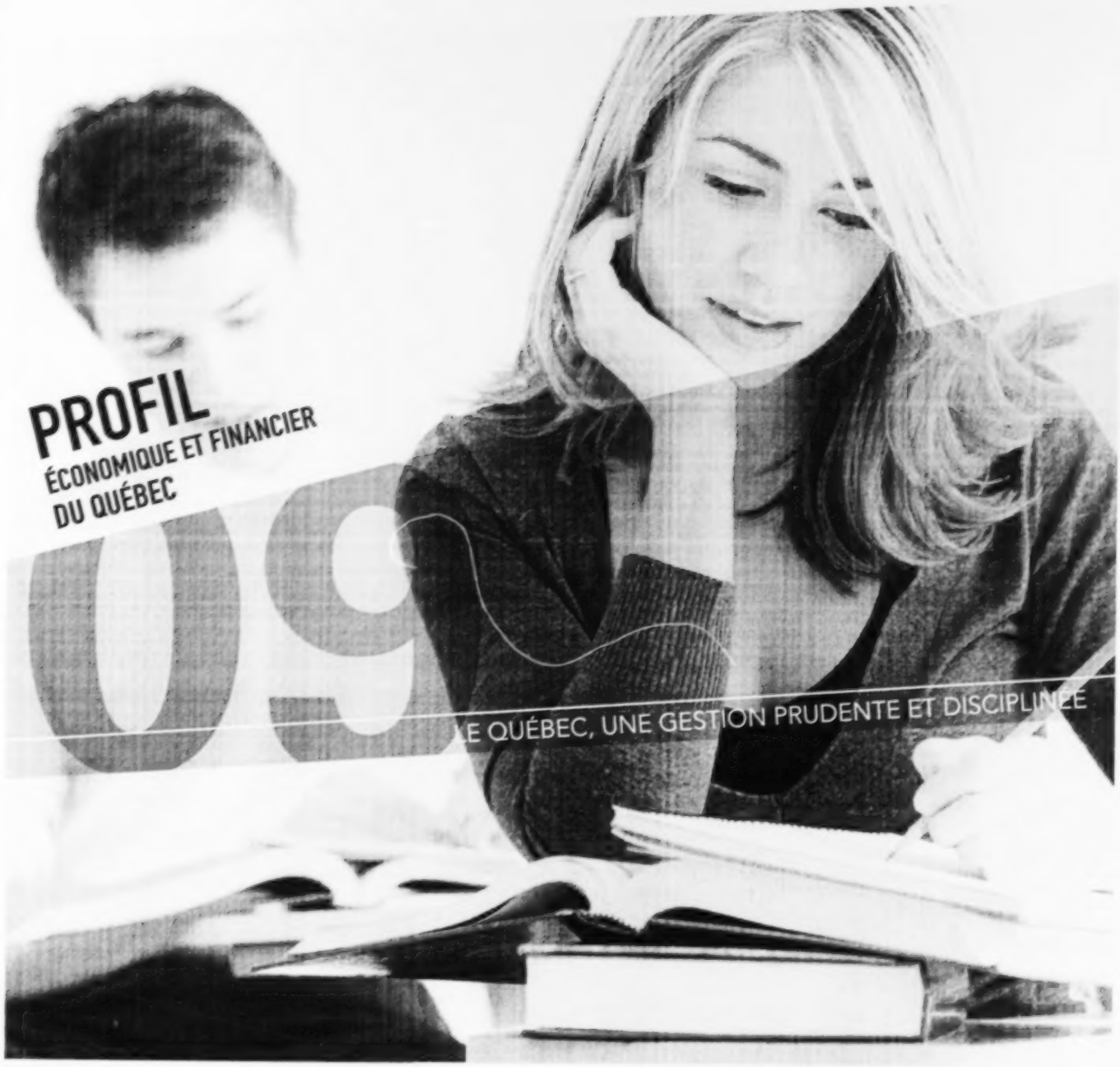



### INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CLIENTÈLE : GRANDES ENTREPRISES
(MONTRÉAL = 100)



Finances
Québec

# FINANCES PUBLIQUES



## PROFIL
### ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

09

E QUÉBEC, UNE GESTION PRUDENTE ET DISCIPLINÉE

Québec

# FINANCES PUBLIQUES

## UN GOUVERNEMENT DÉTERMINÉ À UNE SAINE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES


Une gestion responsable des finances publiques .2

La stratégie gouvernementale : soutenir l'économie d'abord, retrouver l'équilibre budgétaire par la suite .4

Soutenir les emplois et préparer la relance de l'économie .6

Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir .7

# UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES PUBLIQUES

## UNE SITUATION DÉFICITAIRE À COMPTER DE 2009-2010

À l'instar des autres États dans le monde, le Québec n'a pas été épargné par la récession mondiale qui sévit depuis l'automne 2008.

La détérioration des conditions économiques combinée au coût des mesures mises en place pour faire face au ralentissement de l'économie entraînent le Québec en déficit à compter de 2009-2010.

- Les déficits prévus au cours des deux prochaines années représenteront respectivement 1,3 % et 1,2 % du PIB en 2009 et 2010, soit des niveaux inférieurs ou comparables à ceux des autres gouvernements dans le monde.

## UN RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE D'ICI 2013-2014

Le budget 2009-2010 présente la mise en œuvre d'un plan qui réduira graduellement le niveau de déficit à partir de 2010-2011 pour le ramener à zéro en 2013-2014.

Ce plan permettra, d'une part, de ramener le niveau des dépenses et des revenus dans l'économie à celui qui prévalait avant la récession et, d'autre part, de poursuivre les efforts de réduction du fardeau de la dette.

## CONTRÔLE DES DÉPENSES

Le gouvernement exerce un contrôle vigilant des dépenses.

- La croissance des dépenses de programmes au Québec s'est élevée en moyenne à 4,6 % de 2003-2004 à 2008-2009, alors que celle de la moyenne des provinces s'élevait à 6,6 %.

Pour 2009-2010, la croissance des dépenses de programmes est limitée à 4,5 %.

## PRIORITÉS : SANTÉ ET ÉDUCATION

Malgré le ralentissement économique actuel, le gouvernement continuera à investir dans les missions essentielles, soit la santé et l'éducation.

- Ces missions essentielles de l'État ont bénéficié d'augmentations substantielles de leur budget de dépenses au cours des dernières années.

Le gouvernement consacre 45 % de ses dépenses de programmes au secteur de la santé en 2009-2010.

- Le budget de la santé augmente de 1,5 milliard de dollars pour 2009-2010, soit une croissance de 5,7 %.

L'éducation représente 24 % des dépenses de programmes du gouvernement.

- Pour 2009-2010, les dépenses en éducation sont augmentées de 490 millions de dollars, soit une hausse de 3,5 %.

### SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES BUDGET – 2009-2010

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

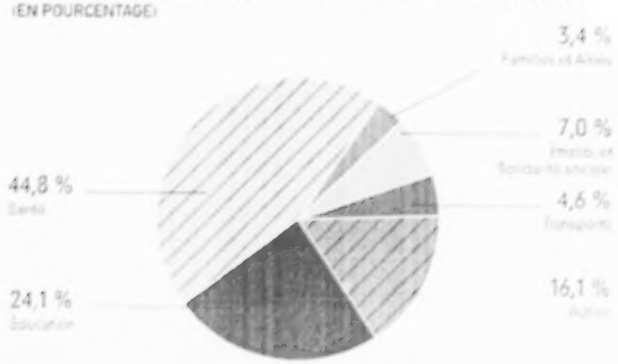
| | Préliminaires | Prévisions | | Projections | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2008-09 | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 |
| Revenus budgétaires | 62 479 | 62 212 | 64 017 | 66 189 | 68 979 | 71 565 |
| Variation en % | – 1.0 | – 0.4 | 2.9 | 3.4 | 4.2 | 3.7 |
| Dépenses budgétaires | – 63 989 | – 66 093 | – 68 525 | – 71 492 | – 74 716 | – 77 354 |
| Variation en % | 3.5 | 3.3 | 3.7 | 4.3 | 4.5 | 3.5 |
| Résultats nets des entités consolidées | 205 | 355 | 563 | 688 | 748 | 873 |
| SURPLUS (DÉFICIT) POUR LES FINS DES COMPTES PUBLICS | – 1 305 | – 3 526 | – 3 945 | – 4 615 | – 4 989 | – 4 916 |
| Versement des revenus dédiés au Fonds des générations | – 569 | – 715 | – 880 | – 957 | – 1 038 | – 1 126 |
| SOLDE AVANT RÉSERVE BUDGÉTAIRE ET IMPACT DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE | – 1 874 | – 4 241 | – 4 825 | – 5 572 | – 6 027 | – 6 042 |
| Versement au Fonds des générations provenant de la réserve budgétaire | – 132 | — | — | — | — | — |
| Recours à la réserve budgétaire | 2 006 | 295 | — | — | — | — |
| Impact du plan de retour à l'équilibre | | | 1 065 | 2 933 | 4 759 | 6 130 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE | 0 | – 3 946 | – 3 760 | – 2 639 | – 1 268 | 88 |

### UN RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE D'ICI 2013-2014

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

### DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE, 2009-2010

(EN POURCENTAGE)



## LA FÉDÉRATION CANADIENNE

Le Québec fait partie du Canada, une fédération créée en 1867.

Les compétences du gouvernement fédéral et des dix provinces sont établies dans la Constitution.

- Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, du commerce international, de la défense nationale, de la monnaie, de la politique monétaire et de l'assurance-emploi.
- Les provinces ont des compétences exclusives dans de nombreux domaines, tels la santé, l'éducation, les services sociaux et les affaires municipales.

Les revenus perçus par les différents ordres de gouvernement au Canada représentent 35 % du PIB, dont :

- 45 % sont perçus par le gouvernement fédéral;
- 55 % sont perçus par les gouvernements provinciaux et les administrations locales (municipalités et commissions scolaires).

## DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

Les revenus du Québec proviennent de deux sources :

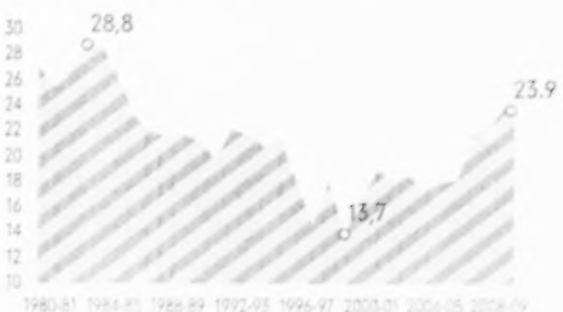
- les revenus autonomes (76,1 %);
- les transferts fédéraux (23,9 %).

La majeure partie des revenus autonomes provient de l'impôt des particuliers (38 %) et des taxes à la consommation (28 %).

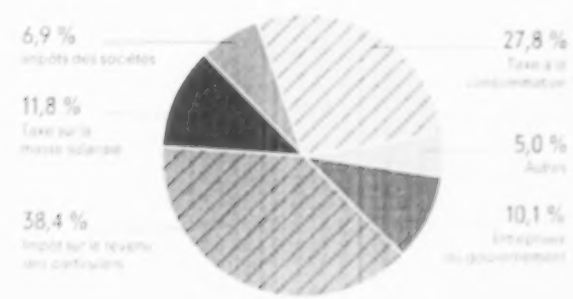
Le Québec est une des six provinces qui reçoivent des paiements du programme fédéral de péréquation. Ces transferts comptent pour plus de la moitié des transferts fédéraux au Québec.

- Le Québec et les neuf autres provinces reçoivent aussi des transferts pour les programmes sociaux comme la santé et l'éducation postsecondaire.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX, 1980-1981 À 2009-2010
(EN POURCENTAGE DES REVENUS BUDGÉTAIRES)




REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT, 2009-2010
(PAR SOURCE)



# STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE : SOUTENIR L'ÉCONOMIE D'ABORD, RETROUVER L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE PAR LA SUITE

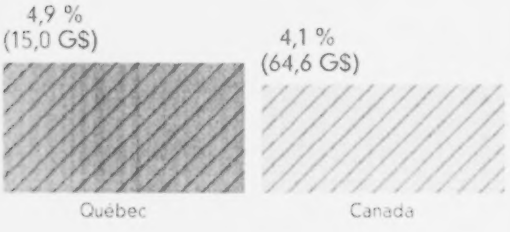
## INJECTION DE 15 MILLIARDS DE DOLLARS DE LIQUIDITÉS DANS L'ÉCONOMIE

- En 2009 et 2010, plus de 15 milliards de dollars seront injectés dans l'économie, soit 4,9 % du PIB, dont :
  - 5,3 milliards de dollars sont destinés aux entreprises, 1,4 milliard de dollars aux particuliers et 8,3 milliards de dollars à l'amélioration des infrastructures.
- 60 000 emplois seront créés ou maintenus grâce à l'action gouvernementale.
- Toutes proportions gardées, les efforts consentis par le Québec se comparent avantageusement à ceux du Canada, qui a également adopté un plan d'intervention économique ambitieux dont les sommes représentent 4,1 % du PIB.

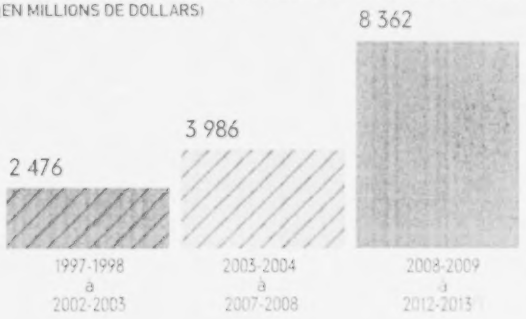
## INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES

- Les investissements annuels moyens du Plan québécois des infrastructures atteindront près de 8,4 milliards de dollars sur la période s'étendant de 2008-2009 à 2012-2013 :
  - Ce sont 4 milliards de dollars de plus, en moyenne, que pour les cinq années précédentes et au-delà de trois fois plus qu'il y a 10 ans.
- Des investissements majeurs seront réalisés, au cours des prochaines années, pour assurer le maintien, l'amélioration et le développement des infrastructures, dont :
  - 19,2 milliards de dollars dans les infrastructures de transport, comprenant les routes, le transport en commun et les traversiers;
  - 8,8 milliards de dollars dans les infrastructures de santé, comprenant notamment les hôpitaux et les centres d'hébergement de soins de longue durée.

**COMPARAISON DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES**
(EN POURCENTAGE DU PIB)




**INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN IMMOBILISATIONS**
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



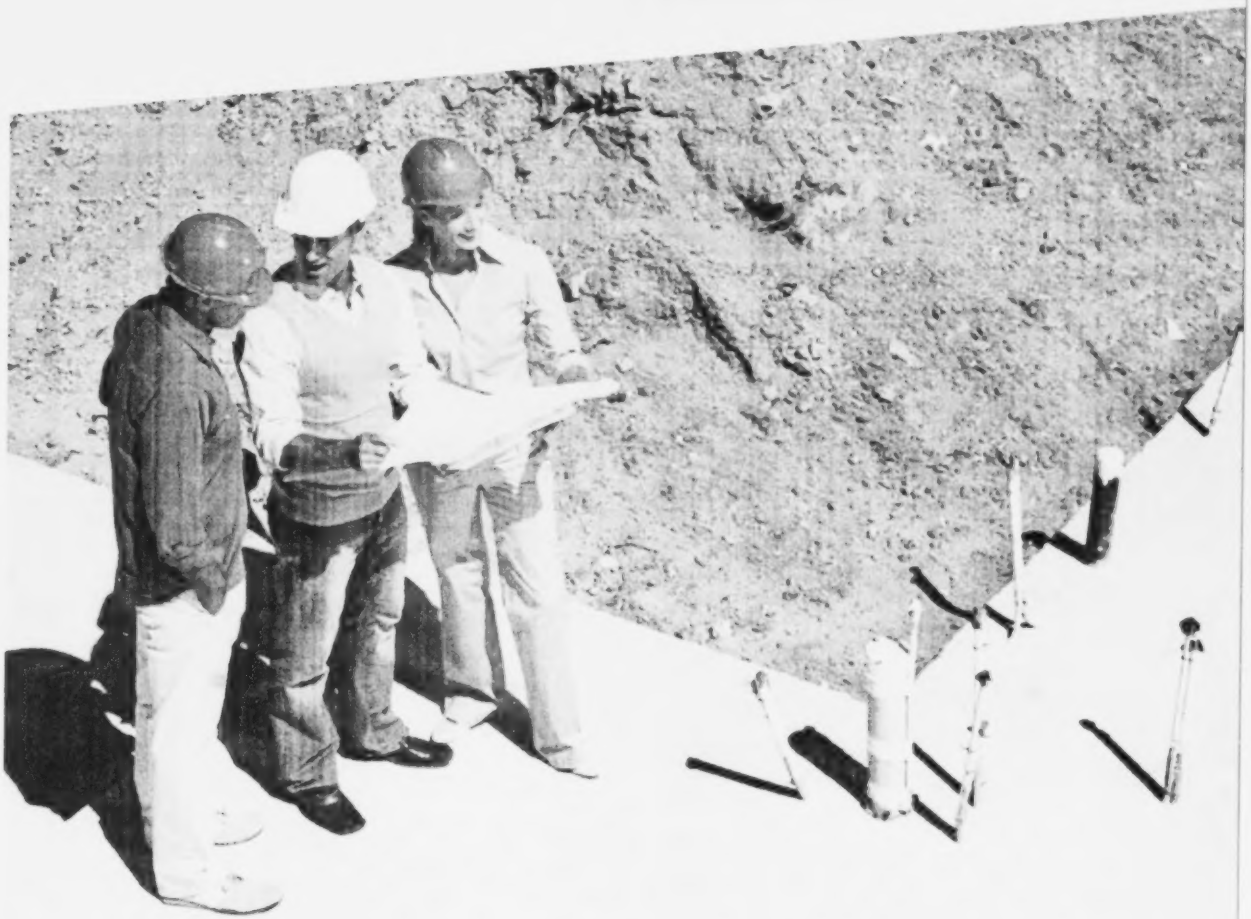

MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, LE BUDGET DE 2009

## UNE ACTION IMMÉDIATE POUR RÉPONDRE À LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE

- Le gouvernement soutient le revenu et protège le pouvoir d'achat des ménages, notamment en indexant de façon plus importante le régime d'imposition des particuliers et les prestations d'aide de dernier recours (460 millions de dollars).
- Le gouvernement met en place des mesures pour accroître les liquidités des entreprises et pour appuyer la rénovation domiciliaire.
  - Le programme Renfort permet d'offrir aux entreprises jusqu'à 1 milliard de dollars de liquidités additionnelles pour financer leur fonds de roulement ou leurs projets d'investissement.
  - Une contribution de 1 milliard de dollars est accordée à la SGF sur deux ans pour investir dans les entreprises québécoises.
  - Un nouveau crédit d'impôt est introduit pour la rénovation et l'amélioration résidentielles (250 millions de dollars).

## BUDGET 2009-2010 : SOUTENIR LES EMPLOIS ET PRÉPARER LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE

- Le budget 2009-2010 contient plusieurs initiatives qui permettront d'injecter, en 2009 et 2010, près de 3,4 milliards de dollars, dont :
  - 2,3 milliards de dollars pour les entreprises;
  - 678 millions de dollars pour les particuliers;
  - 363 millions de dollars pour améliorer les infrastructures.
- Le budget 2009-2010 prévoit également un plan de retour à l'équilibre d'ici 2013-2014, grâce, entre autres, à l'indexation des tarifs et à la hausse de la taxe de vente du Québec, soit de 7,5 % à 8,5 %, à compter du 1er janvier 2011.



# SOUTENIR LES EMPLOIS ET PRÉPARER LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE

## ACTIONS ADDITIONNELLES ET IMMÉDIATES POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES ET LES TRAVAILLEURS

- Les entreprises québécoises bénéficieront de plus d'un milliard de dollars de liquidités additionnelles, grâce notamment au fonds d'urgence de 500 millions de dollars pour la relance des entreprises, au régime d'épargne-actions II et à la bonification du programme Renfort.
- Afin d'atténuer les effets du ralentissement économique sur les travailleurs et les entreprises, le gouvernement bonifie le Pacte pour l'emploi, celui-ci passant de 1 milliard de dollars à 1,5 milliard de dollars.
- Le gouvernement appuie la modernisation des entreprises du secteur forestier en consacrant, notamment, plus de 65 millions de dollars pour assurer la régénération des forêts et le développement de nouveaux marchés.
- Le fardeau fiscal des entreprises est réduit afin de stimuler les investissements, notamment par la hausse de 400 000 $ à 500 000 $ du revenu admissible au taux réduit d'imposition pour les petites entreprises et par la prolongation de l'amortissement accéléré du matériel de fabrication et de transformation.

## PRÉPARER LE QUÉBEC POUR LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE

L'immense potentiel de développement du Nord québécois sera mis en valeur dans une perspective de développement durable et en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et l'ensemble des communautés locales qui habitent ce vaste territoire.

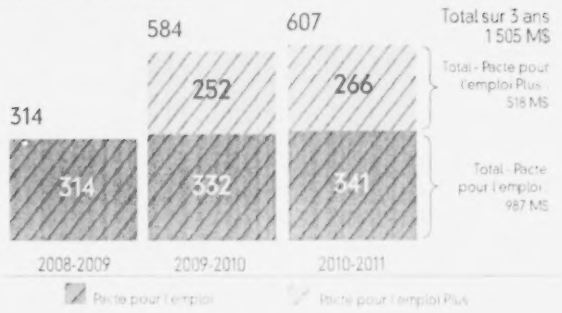
Les activités d'exploration gazière sont encouragées pour tirer profit du contexte géologique favorable à la découverte de gisements gaziers au Québec.

La création d'entreprises technologiques est favorisée, avec la mise en place de nouvelles mesures :

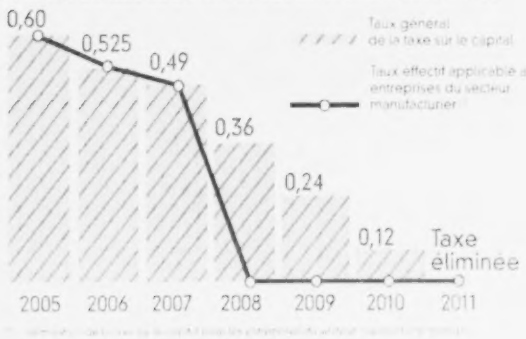
- création de fonds d'amorçage de 125 millions de dollars;
- investissements de 825 millions de dollars pour le financement dans le nouveau fonds Teralys;
- instauration d'un congé fiscal favorisant la commercialisation d'une propriété intellectuelle.

Le Québec entend également tirer profit des occasions d'affaires liées à l'environnement avec la mise en place de mesures visant l'utilisation, le développement et la démonstration de technologies vertes.

**INVESTISSEMENTS TOTAUX PRÉVUS DANS LE CADRE DU PACTE POUR L'EMPLOI**
(EN MILLIONS DE DOLLARS)




**ÉLIMINATION DE LA TAXE SUR LE CAPITAL**
(TAUX APPLICABLE DE LA TAXE SUR LE CAPITAL, EN POURCENTAGE)



# LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, UN GESTE PORTEUR POUR L'AVENIR

## LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT, MALGRÉ LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Le gouvernement du Québec maintiendra les versements de revenus dédiés au Fonds des générations au cours des prochaines années, un fonds créé en 2006 exclusivement pour le remboursement de la dette du Québec.

- Ce fonds permettra de rétablir l'équité envers les générations futures.

## MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

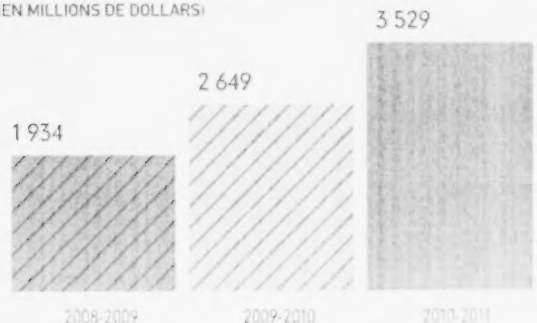
Le Fonds des générations est alimenté principalement par des redevances provenant d'une ressource abondante au Québec : l'eau.

- En 2008-2009, plus de 625 millions de dollars en redevances hydrauliques provenant d'Hydro-Québec et de producteurs privés d'électricité y ont été versés.

En mars 2009, le gouvernement a également procédé à un versement additionnel de 132 millions de dollars découlant de la vente d'actifs de la Société immobilière du Québec.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable du Fonds des générations atteignait 1,9 milliard de dollars. Elle devrait atteindre 3,5 milliards de dollars au 31 mars 2011.

ÉVOLUTION DE LA VALEUR COMPTABLE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



Finances
Québec

# FINANCEMENT

## PROFIL
### ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

09

LE QUÉBEC, UNE PRÉSENCE CONTINUE SUR LES MARCHÉS CANADIEN ET INTERNATIONAUX

Québec

# FINANCEMENT

## UNE STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DES SOURCES DE FINANCEMENT


Programmes de financement .2
Une qualité de crédit élevée .3
Un émetteur important sur le marché canadien .4
Une présence régulière sur les marchés internationaux .5
La gestion de la dette .6
Une présence continue et reconnue sur les marchés internationaux .7

# PROGRAMMES DE FINANCEMENT

## FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

Le programme de financement vise essentiellement à :

- effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
- contribuer aux fonds d'amortissement qui serviront à payer les prestations de retraite et les avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic;
- accorder des prêts à certaines entités consolidées et sociétés d'État par l'entremise du Fonds de financement.

## FINANCEMENT-QUÉBEC

Financement-Québec est une société d'État qui effectue des emprunts sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations.

- Ces organismes profitent ainsi de coûts d'emprunts avantageux.
- Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

## HYDRO-QUÉBEC

Les emprunts d'Hydro-Québec sont garantis par le gouvernement du Québec.

**PROGRAMMES DE FINANCEMENT**
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

## GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

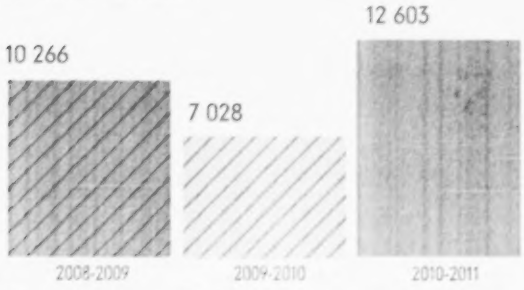
| | 2008-2009[P] | 2009-2010[P] | 2010-2011[P] |
|---|---|---|---|
| **FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU** | | | |
| Besoins (surplus) financiers nets[1] [2] | - 57 | 5 017 | 5 040 |
| Remboursements d'emprunts | 4 571 | 5 245 | 3 813 |
| Variation de l'encaisse | - 2 413 | - 5 984 | — |
| Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs - Dépôts | 2 700 | — | — |
| Transactions en vertu de la politique de crédit[3] | - 1 558 | — | — |
| Financement réalisé par anticipation | 5 984 | — | — |
| **TOTAL - FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU** | 9 227 | 4 278 | 8 853 |
| **FONDS DE FINANCEMENT** | 1 039 | 2 750 | 3 750 |
| **SOUS-TOTAL - FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT** | 10 266 | 7 028 | 12 603 |
| **FINANCEMENT-QUÉBEC** | 2 675 | 2 750 | 2 750 |
| **TOTAL** | 12 941 | 9 778 | 15 353 |

## HYDRO-QUÉBEC

| 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---|---|
| 2 031 | 2 100 | 2 700 |

P Résultats préliminaires pour 2008-2009 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
(1) Excluant les entités consolidées.
(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
(3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier à l'égard des contreparties, le gouvernement a encaissé 1 558 M$ en 2008-2009 à la suite des mouvements des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.

PROGRAMME DE FINANCEMENT
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)




P Résultats préliminaires pour 2008-2009 et prévisions pour les années subséquentes.

PROGRAMME DE FINANCEMENT
FINANCEMENT-QUÉBEC[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

P Résultats préliminaires pour 2008-2009 et prévisions pour les années subséquentes.

# UNE QUALITÉ DE CRÉDIT ÉLEVÉE

## COTES DE CRÉDIT

En 2006, deux agences de crédit ont augmenté la cote de crédit du Québec.

- Moody's l'a augmentée à deux reprises.
  - En juin, la cote est passée de A1 à Aa3.
  - En novembre, elle a été élevée à Aa2.
- DBRS a fait passer la cote de A à A (high) en juin.

## COMMENTAIRES DES AGENCES DE CRÉDIT

### STANDARD & POOR'S – JUILLET 2008

- « La cote de crédit du Québec repose sur [...] de solides performances découlant de son économie vaste et diversifiée. »
- « La cote de crédit du Québec repose sur [...] l'amélioration de la situation financière au cours des cinq dernières années. »

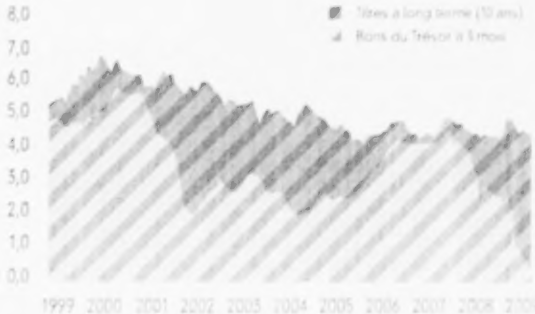
### MOODY'S – FÉVRIER 2008

- « Les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs financiers au cours des dernières années s'expliquent par une gestion rigoureuse des dépenses et par l'augmentation des transferts fédéraux. »
- « L'adoption d'une stratégie claire de réduction de la dette est une indication de l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette. »

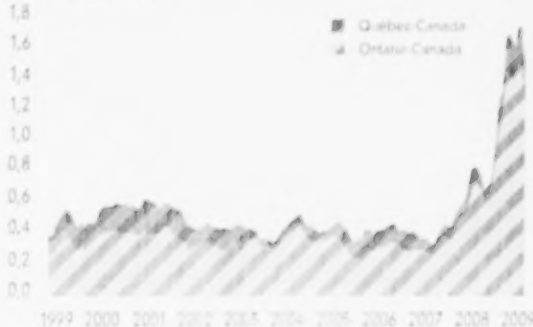
## LES COTES DE CRÉDIT

| AGENCE | COTE |
|---|---|
| Moody's | Aa2 |
| Standard & Poor's (S&P) | A+ |
| Dominion Bond Rating Service (DBRS) | A (high) |
| Fitch Ratings (FITCH) | AA- |
| Japan Credit Rating Agency (JCR) | AA+ |

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(EN POURCENTAGE)




ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(EN POURCENTAGE)



# UN ÉMETTEUR IMPORTANT SUR LE MARCHÉ CANADIEN

## DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.

Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions repères et augmente leur taille jusqu'à ce que le montant en circulation soit optimal.

## DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

Le Québec emprunte dans toutes les échéances sur le marché canadien. Au cours des dernières années, lorsque les conditions de marché ont été favorables, le Québec a réalisé plusieurs émissions de très long terme. À ce jour, l'échéance la plus longue pour un titre du Québec est en 2076.

En 2008-2009, 1,3 milliard de dollars d'emprunts ont été effectués pour des échéances en 2038 ou plus. L'échéance de deux de ces emprunts est en 2065.

## UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

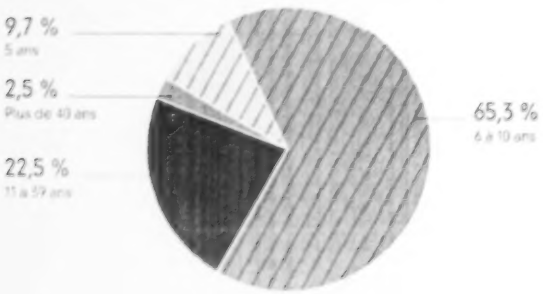
La diversification des emprunts selon les échéances permet d'avoir un profil de refinancement stable et assure une présence régulière sur les marchés financiers.

L'échéance moyenne de la dette est de 10,9 ans.

### ÉMISSIONS REPÈRES AU CANADA

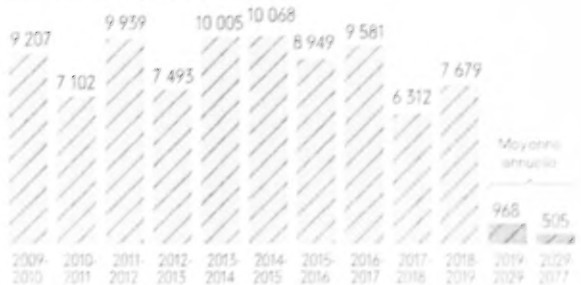
| | COUPON % | ÉCHÉANCE | ENCOURS (en millions de dollars) |
|---|---|---|---|
| Court terme | 6,25 | 2010 | 2 631 |
| | 6,00 | 2012 | 2 342 |
| | 5,25 | 2013 | 2 152 |
| Moyen terme | 5,50 | 2014 | 2 500 |
| | 5,00 | 2015 | 2 500 |
| | 4,50 | 2016 | 5 000 |
| | 4,50 | 2017 | 4 000 |
| | 4,50 | 2018 | 4 000 |
| | 4,50 | 2019 | 1 000 |
| Long terme | 9,375 | 2023 | 2 202 |
| | 6,00 | 2029 | 2 757 |
| | 6,25 | 2032 | 4 200 |
| | 5,75 | 2036 | 4 085 |
| | 5,00 | 2038 | 5 000 |
| Très long terme | 5,00 | 2041 | 420 |
| | Divers | 2056 | 1 500 |
| | 6,70 | 2062 | 150 |
| | Divers | 2065 | 585 |
| | 6,35 | 2065 | 940 |
| | Divers | 2076 | 500 |

### EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2008-2009[P] PAR ÉCHÉANCE




P : Résultats préliminaires.

### ÉCHÉANCIER DE LA DETTE AU 31 MARS 2009[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)




P : Résultats préliminaires.
Note : Dette directe du fonds consolidé du revenu, dette provenant d'ententes de financement et fonds du Fonds annexe et dette du Fonds Hydro-Québec.

# UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

## DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

Des opérations de financement sont effectuées régulièrement sur les principaux marchés internationaux, soit aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Des émissions de grande taille sont réalisées afin d'assurer une bonne liquidité.

En moyenne, au cours des dix dernières années, le quart des emprunts ont été réalisés en devises.

## UN GRAND NOMBRE D'ÉMISSIONS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

En 2008-2009, le gouvernement a effectué près du tiers de ses emprunts sur les marchés internationaux.

Des emprunts ont été faits dans cinq devises étrangères :

- 1,25 milliard d'euros, en avril 2008;
- 1 milliard de dollars américains, en mai 2008;
- 1,05 milliard de francs suisses (5 emprunts);
- 5 milliards de yens, en août 2008;
- 712 millions de dollars de Hong Kong (2 emprunts).

Une émission de 1,5 milliard d'euros a été réalisée en avril 2009.

## PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ÉTRANGERS

La présence du Québec sur les marchés financiers étrangers remonte à la fin du 19e siècle, soit plus précisément en 1874 à Londres.

Cinq ans plus tard, un emprunt a été réalisé sur le marché américain.

Le Québec entretient des relations de longue date avec ses partenaires financiers. Afin de faciliter la diversification de ses sources de financement, le Québec fait la promotion de ses titres avec :

- des documents de promotion;
- des rencontres auprès des investisseurs;
- l'implication des banques et des firmes de courtage dans ces activités.

### ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS

| COUPON % | ÉCHÉANCE | ENCOURS (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| 6,125 | 2011 | 1 000 |
| 4,875 | 2014 | 1 000 |
| 4,60 | 2015 | 1 000 |
| 5,00 | 2016 | 1 250 |
| 5,125 | 2016 | 1 500 |
| 4,625 | 2018 | 1 000 |
| 7,50 | 2023 | 1 000 |
| 7,125 | 2024 | 1 000 |
| 7,50 | 2029 | 1 500 |

### ÉMISSIONS EN EUROS

| | | ENCOURS (en milliers d'euros) |
|---|---|---|
| 5,625 | 2011 | 1 500 |
| 4,25 | 2013 | 1 000 |
| 5,625 | 2015 | 1 500 |
| 5,375 | 2016 | 1 500 |
| 4,75 | 2018 | 1 250 |
| 5,00 | 2019 | 1 500 |

### ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES

| MARCHÉ | | | ENCOURS (en milliers d'unités de la devise) |
|---|---|---|---|
| FRANC SUISSE | 3,50 | 2014 | 250 |
| | 3,125 | 2015 | 350 |
| | 2,25 | 2015 | 500 |
| | 2,625 | 2017 | 500 |
| | 3,375 | 2018 | 250 |
| | 3,875 | 2018 | 200 |
| YEN | 3,00 | 2009 | 100 000 |
| | 1,60 | 2015 | 50 000 |
| $ AUSTRALIEN | 5,75 | 2015 | 450 |
| $ NÉO-ZÉLANDAIS | 6,75 | 2015 | 300 |
| PESO MEXICAIN | 8,27 | 2016 | 1 500 |
| $ HONG KONG | 4,30 | 2012 | 750 |

### DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC
(PAR DEVISE)

# LA GESTION DE LA DETTE

## DETTE

La dette brute du gouvernement comprend la dette directe, le passif net au titre des régimes de retraite et le passif net au titre des avantages sociaux futurs. Les sommes accumulées dans le Fonds des générations réduisent la dette brute.

Les résultats préliminaires indiquent que la dette brute s'établissait à 151,5 milliards de dollars au 31 mars 2009, ce qui équivaut à 49,9 % du PIB.

## MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

- Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.
- L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de dette désirées :
  - par devise;
  - à taux fixes et à taux variables.

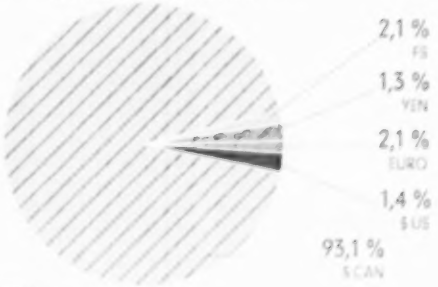
La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies appréciables au titre du service de la dette.

### DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2009
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

| | |
|---|---|
| Dette directe | 124,9 |
| Passif net au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs | 28,5 |
| Moins : Montant accumulé dans le Fonds des générations | 1,9 |
| DETTE BRUTE | 151,5 |

### STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR DEVISE AU 31 MARS 2009*

Après la prise en compte des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises




* Résultats préliminaires

### STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR TAUX D'INTÉRÊT AU 31 MARS 2009*

* Résultats préliminaires

# UNE PRÉSENCE CONTINUE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

## RECONNAISSANCE SOUTENUE DES INTERVENANTS DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Le magazine financier *Euroweek* a décerné des prix pour des transactions du Québec réalisées en dollars américains et en euros en 2001, 2002, 2003, 2005 et 2008.

L'émission du Québec en francs suisses, réalisée en 2005, a remporté un prix décerné par le magazine *International Financing Review*.

L'émission du Québec en euros, réalisée en avril 2009, a été très bien reçue par le marché, comme le démontrent les commentaires tirés du magazine *Euroweek*, publié le 24 avril 2009 :

« [...] an impressive outing for Québec. They had an order book of over Eu2bn for a Eu1.5bn issue... »;

« [...] they benefited from a strong market, strong name recognition (...) a very successful 10 year »

## PREMIER PRIX POUR UNE ÉMISSION EN EUROS

L'émission du Québec en euros, réalisée en avril 2008, a remporté le prix de la meilleure émission dans la catégorie d'émetteurs « sub-sovereign/municipal » du prestigieux magazine financier *Euroweek*.

2008
EUROWEEK AWARDS

## DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT FACILITÉES DANS CERTAINS PAYS

En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

À ce jour, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède reconnaissent un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

### HISTORIQUE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE[1]
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

1. Données provisoires.